

L'assimilation des réalités égyptiennes aux représentations que s'en fait l'Europe est systématique dans le premier chapitre consacré aux expositions universelles. Analysant les pavillons égyptiens des expositions de 1867 ou de 1889, T.M. y voit une heureuse illustration de l'essai de Derrida sur la « mise en spectacle » du monde. Le constat en soi n'a déjà rien de si surprenant : la participation impliquait à elle seule l'adoption des règles du genre. Mais elle était plus encore un moyen de propagande et c'est très délibérément que l'on donnait de l'Égypte ce que l'Europe aimait à en voir. Les khédives, pour ce faire, eurent toujours le soin de confier à des entrepreneurs français la conception et la réalisation de leurs pavillons. Rien d'étonnant, donc, à retrouver dans leurs œuvres les traits distinctifs de ces produits de l'architecture éphémère. Et il faut beaucoup de naïveté (ou de malhonnêteté) pour en conclure que l'Égypte en était réellement rendue à se voir ainsi.

Ghislaine ALLEAUME  
(C.R.H. — E.H.E.S.S., Paris)

Henry LAURENS, *Le royaume impossible. La France et la genèse du monde arabe*. Armand Colin, Paris, 1990. 206 p.

Le *Royaume impossible* est un essai sur les relations entre « la France et le monde arabe dans le siècle qui suit l'Expédition d'Égypte » (p. 8). Il est né, nous dit l'auteur, d'une interrogation sur la vision du monde arabe et musulman dont la France est, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'héritière et sur la façon dont elle se transforme et se recompose au contact des réalités auxquelles une politique des plus actives dans l'espace ottoman la conduit à se heurter de plus en plus fréquemment jusqu'au lendemain de la Première Guerre mondiale. L'enquête est conduite à travers l'étude de quelques moments privilégiés, tenus pour révélateurs de ces rencontres : de l'expédition d'Égypte à l'établissement du mandat français sur la Syrie, ce sont « ceux où l'on projette la constitution d'un royaume arabe » qui soit à la fois « agent de civilisation, de francisation, mais aussi d'émancipation nationale ».

Si l'expression est évidemment empruntée à la politique algérienne de Napoléon III, elle reçoit ici une définition beaucoup plus large. Elle s'applique aussi bien à la faveur active accordée par la France aux Khédives d'Égypte (chapitre 2), qu'à la politique « arabe » d'Ibrâhim pacha en Syrie (chapitre 4); au projet de création d'un royaume arabe à Damas après la crise de 1860 (chapitre 5), qu'aux diverses revendications panarabes ou islamiques qui apparaissent dans l'Empire ottoman postérieurement à 1876, à la faveur des crises confessionnelles ou nationalitaires (chapitre 6). L'exposé se développe en conséquence selon un plan à la fois géographique, chronologique et thématique.

Le premier chapitre (« La France ») livre la clé de la démarche. Revenant sur des thèmes qu'il a déjà traités ailleurs, Henry Laurens rappelle comment se forme, dans le courant du XVIII<sup>e</sup> siècle, une philosophie de l'histoire qui inscrit pour la première fois le devenir des sociétés humaines dans un processus d'évolution continu en lui assignant pour fin ultime l'établissement de l'état de « civilisation ». Défini d'abord comme l'union enfin réalisée de l'état de nature (et

donc de liberté) et de l'état de société (et donc de régulation), le concept s'affine progressivement au détriment de notions concurrentes (comme celle de « régénération ») pour apparaître à l'aube du XIX<sup>e</sup> siècle comme le moyen par excellence de penser le développement historique. Il forme le fond de la propagande politique de Bonaparte en Égypte qui, en présentant la conquête comme une libération des peuples de l'Orient, jette les bases des contradictions qui marqueront durablement le projet colonial français.

Car la France a également hérité de la Révolution l'idée que c'est dans la Nation que réside la souveraineté des peuples. Dès la campagne d'Égypte, mais plus encore en Algérie (chapitre 3), la question se pose donc de savoir si les Arabes forment ou non une nation et si cette nation est capable d'accéder, de son propre mouvement, à la civilisation. C'est dans cette tension entre la « mission civilisatrice » que la France s'assigne et la reconnaissance du fait national arabe, qu'elle encourage et combat tout à la fois, que s'inscrivent, tout au long du siècle, les divers projets de « royaume arabe » successivement évoqués. Au fil des pages et des études de cas, Henry Laurens retrace l'évolution interne d'un débat qui, de l'anthropologie historique des Lumières, conduit aux théories raciales de la fin du siècle.

Parallèlement il en retrace la réception par les partenaires arabes de la France et s'attache à montrer comment se construit en retour, par appropriation ou réfutation, le discours politique commun qui lui paraît rester, partout, la condition nécessaire pour qu'un « royaume arabe » soit possible ou même seulement concevable. Or, dans le même temps, toutes les sociétés orientales connaissent des transformations fondamentales qui, à des degrés et avec des rythmes divers, bouleversent l'organisation de leurs structures politiques. Pour Henry Laurens, le monde ottoman abandonne alors les « fonctionnalités traditionnelles » qu'il a héritées d'une « conception patrimoniale du pouvoir » (p. 172), selon un système « qui interdisait ou rendait second le fait ethnique », pour se lancer à « la recherche d'une impossible égalité de tous les habitants de l'Empire » et faire, à terme, paradoxalement apparaître l'ethnicité jusque-là refoulée (p. 165). Si bien qu'Orient et Occident lui semblent vivre alors une évolution synchronique, « un même passage des sociétés d'Ancien Régime à un modèle social égalitaire » (p. 173), qui s'exprime dans l'ordre des discours par l'adoption conjointe de la notion de civilisation.

Une telle démonstration, constamment conduite à un double niveau, ne va pas sans une certaine part d'artificialité. Elle a surtout l'inconvénient de donner sur les sociétés orientales un point de vue entièrement reconstruit à partir de la perception qu'en a la France. À un lecteur peu attentif, elle pourrait laisser croire que toute l'histoire des relations entre le monde arabe et la France s'est jouée en continu, sur l'évolution dialectique d'un assez petit nombre de concepts. Ou, pire encore, que l'histoire de la formation de la pensée politique dans le monde arabe moderne se confond avec celle de la réception de ces quelques idées venues de France.

Mais l'ouvrage a l'immense mérite de fournir une lecture critique des notions véhiculées, bien longtemps, par les discours (y compris savants) produits en France sur le monde arabe ou l'Islam, tout en montrant simultanément comment elles sont activées, mobilisées, recomposées par les pratiques politiques. Même si les thématiques ont changé, une telle remise en perspective historique peut nourrir efficacement les réflexions les plus contemporaines : de la « mission civilisatrice » au « droit d'ingérence », du paternalisme à « l'action humanitaire », le lecteur est conduit à s'interroger sur des filiations ou des récurrences qui font paraître

singulièrement actuelles les analyses d'Henry Laurens ou singulièrement archaïques celles dont se nourrissent nos quotidiens.

S'il est pourvu de notes abondantes et érudites, le *Royaume impossible* ne comporte ni bibliographie, ni chronologie : c'est dommage pour un ouvrage destiné à un public assez large et qui traite d'un sujet aussi vaste. L'éditeur aurait gagné à fournir quelques points d'appui à un récit touffu et qui évoque de façon nécessairement rapide et allusive, aussi bien dans le domaine des relations internationales que dans celui de l'histoire des idées, toutes les questions majeures d'une histoire particulièrement complexe et mouvementée.

Ghislaine ALLEAUME  
(C.R.H. — E.H.E.S.S., Paris)

Douglas E. STREUSAND, *The Formation of the Mughal Empire*. Oxford University Press, Delhi, 1989. x + 206 p., biblio., index.

Ceci est une version révisée d'une thèse soutenue en 1987 à l'université de Chicago. L'historiographie de l'empire moghol est dominée par ce qu'on appelle l'école d'Aligarh : elle voit dans cette formation politique un État despote pré-moderne centralisé, en définitive victime de ses propres excès. Ces vues marxistes-nationalistes, qui tiennent finalement peu compte du contexte historique et idéologique mondial de l'époque, sont sujettes à des ré-interprétations et à des critiques. Les ré-interprétations, sans mettre en question les présupposés de base, visent à reformuler les descriptions dans le sens de telle ou telle théorie comme celle de l'État patrimonial cher à Max Weber<sup>1</sup>, ou de l'importance décisive des armes à feu dans l'émergence des grands empires musulmans après 1500 selon Marshall Hodgson<sup>2</sup>. Les critiques, qui mettent radicalement en question les présupposés des interprétations reçues, se sont jusqu'ici attaquées seulement aux problèmes de la « décadence » en étudiant l'évolution des provinces qui firent sécession au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>. La présente étude prend le problème par l'autre bout en étudiant la formation de l'empire sous Akbar (1556-1605), réservant pour une publication future les considérations sur le « déclin » moghol (p. 173, n. 1). S'agit-il d'une mise en question de l'historiographie aligarhienne? ou seulement d'une ré-interprétation?

Le livre s'ouvre sur deux chapitres de préliminaires. L'introduction (chap. 1) classe les interprétations existantes, puis présente les sources et la problématique. Le chap. 2, « Au

1. Stephen P. Blake, "The Patrimonial-Bureaucratic Empire of the Mughals", *Journal of Asian Studies* 39, 1979, p. 77-94. Voir aussi l'application de cette théorie par le même auteur à la capitale moghole de Delhi : *Shajahanabad: The Sovereign City in Mughal India, 1639-1739*, Cambridge University Press, 1991.

2. Marshall G.S. Hodgson, *The Venture of Islam*, vol. 3, Livre 6 : "Gunpowder Empires",

Chicago, University of Chicago Press, 1974.

3. Voir *Bulletin critique*, n° 5 (1988), 190-194; consulter : Muzaffar Alam, *The Crisis of Empire in Mughal North India: Awadh and the Punjab, 1707-1748*, Delhi, Oxford University Press, 1986; André Wink, *Land and Sovereignty in British India. Agrarian Society and Politics under the XVIIth century Maratha Svarâjya*, Cambridge University Press, 1986.